

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 DÉCEMBRE 1908.

Projet de loi concernant la pension des gendarmes, et ayant pour but d'appliquer aux militaires de ce corps le bénéfice de l'article 100 (w) V de la loi du 21 mars 1902 sur la milice (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

MESSIEURS,

L'article 100 (w) V de la loi du 21 mars 1902 sur la milice porte :

« Les sous-officiers comptant au moins vingt années de service actif à l'armée et qui n'ont pu être admis à un emploi de l'État jouissent, à partir de l'âge de 40 ans, s'ils quittent le service, d'une pension annuelle et viagère à déterminer par arrêté royal.

» Ceux qui jouissent de ces pensions sont, pendant cinq ans, à la disposition du Ministre de la Guerre pour la réserve et les services auxiliaires. »

Cet article constituait donc un avantage nouveau au point de vue de la pension pour les militaires de toute arme.

Jusqu'en 1860, les gendarmes ne jouissaient d'aucune pension, tandis que cette question était résolue depuis 1858 pour les militaires de l'armée ; la loi du 4 juillet 1860, en son article unique, est venue combler cette lacune : elle assimile, au point de vue de la pension, au grade de sergent, les brigadiers et gendarmes, au grade d'adjutant, les sous-officiers du corps.

Depuis cette époque donc les militaires de rang inférieur du corps de la gendarmerie jouissent des avantages de la loi du 24 mai 1858 organisant les pensions de retraite militaire et des lois subséquentes qui ont modifié le taux de celles-ci.

(1) Projet de loi, n° 54. (session de 1907-1908.)

(2) La section centrale, présidée par M. Cooreman, était composée de MM. de Broqueville, Masson, Van Cleemputte, Pil, Claes, de Ghellinck d'Elsegheem.

Voici du reste les augmentations successives qui leur ont été accordées :

	Militaires du rang d'adjudant sous-officier	Autres militaires du rang de sous-officier.
Lois du 25 mai 1838, 27 mai 1840,	—	—
28 juillet 1871.	400 francs	300 francs.
Loi du 14 mars 1880	528 —	596 —
Loi du 50 mai 1888	566 —	420 —

Au point de vue de la retraite, les sous-officiers du corps de la gendarmerie sont assimilés aux adjudants, les brigadiers et gendarmes aux sous-officiers. Mais en 1902, par suite de l'introduction dans la loi de l'article 100 (w) V, cette assimilation n'est plus complète, cet article n'étant pas applicable à la gendarmerie.

Déjà en 1906, cette anomalie avait été signalée par un de nos collègues défunts, le baron Léon de Béthune, qui voulut y mettre fin par le dépôt d'une proposition de loi en date du 3 mai de la même année (n° 177 de la session 1905-1906).

La section centrale désignée pour l'examen du projet y adhéra en principe et chargea son rapporteur de s'informer auprès du Ministre de la Guerre « s'il comptait, ainsi qu'il l'avait annoncé dans la session précédente des chambres législatives, pouvoir déposer prochainement un projet de réorganisation des pensions militaires, et si, le cas échéant, la disposition proposée en faveur des gendarmes par la proposition de loi en discussion due à l'initiative parlementaire y est renfermée ».

Le Ministre de la Guerre, général Cousebant d'Alkemade, répondit que « la revision des pensions militaires, y compris celle des gendarmes, a fait l'objet d'un examen complet et d'un travail d'ensemble que le Département de la Guerre vient de terminer et de soumettre à l'avis du Département des Finances.

« Les dispositions de l'article 100 (w) V de la loi du 21 mars 1902 sur la milice, faisant l'objet de la proposition de loi de M. le représentant baron de Béthune, y sont étendues aux militaires du corps de la gendarmerie. »

Dans ces conditions, la section centrale préféra s'ajourner jusqu'à ce que le projet constituant une solution complète du problème fût déposé.

Le projet actuel de l'honorable Ministre de la Guerre ne donne pas la solution complète de ce problème; il ne vise que la solution fragmentaire du point spécial soulevé par le baron de Béthune : celle concernant l'assimilation des militaires de rang inférieur du corps de la gendarmerie aux sous-officiers de l'armée après vingt années de service. Mais comme en réalité les gendarmes ont tous dépassé l'âge de vingt ans lors de leur incorporation dans le corps de la gendarmerie, le nombre de ceux qui seront dans les conditions exigées pour demander et obtenir la pension à 40 ans sera très restreint; la faveur qu'ils obtiennent par le projet consiste à ne plus devoir attendre jusqu'à l'âge de 55 ans pour obtenir une pension. Il n'y a donc pas lieu de craindre que cette disposition nouvelle ait pour conséquence

de priver le corps de la gendarmerie d'éléments qui peuvent y rendre encore de nombreux services ou d'en affaiblir la composition.

Une autre mesure proposée consiste à admettre le bénéfice de la rétroactivité jusqu'à la date du 1^{er} juillet 1902, date de l'arrêté royal déterminant le taux des pensions qui peuvent être accordées aux sous-officiers de l'armée par application de l'article 100 (w) V de la loi du 21 mars 1902.

De cette manière, l'assimilation est complète et les militaires du corps de la gendarmerie n'auront plus lieu de se plaindre de l'oubli dont ils ont été victimes lors du vote de la loi de 1902.

C'est un arrêté royal, en date du 2 juillet 1902, qui a fixé les taux des pensions accordées en vertu de la loi de milice de 1902.

L'article 1^{er} de cet arrêté est libellé comme suit :

« Le montant des pensions pour ancienneté de service, à accorder en vertu de la loi précitée, du 21 mars 1902, aux membres de l'armée revêtus, effectivement ou par assimilation, du grade de sous-officier, sera calculé conformément aux indications suivantes :

	Militaires du rang d'adjudant sous-officier.	Autres militaires du rang de sous-officier.
» Taux initial à vingt années de service actif fr.	376 »	280 »
» Augmentation par chacune des vingt et unième à vingt-neuvième années de ser- vice actif, y compris les campagnes de guerre	19 »	14 »

Du tableau annexé à la loi du 23 mai 1888 nous extrayons les articles qui se rapportent aux points qui nous intéressent :

Grades.	Pension de retraite pour ancienneté.
<i>Adjudant sous-officier</i> : commis aux écritures, conducteur d'artillerie de 1 ^{re} classe, etc. fr.	566 »
<i>Sous-officier</i> : infirmier-major, magasinier-dépensier, etc.	420 »

On peut donc constater que l'arrêté royal de 1902 a été mis en concordance avec le tableau de la loi de 1888 ; en effet, à raison de 19 francs d'augmentation annuelle, le pensionné après 30 ans de service touchera une pension de 566 francs, tandis que celui qui est pensionné après 20 années de service aura une pension moindre de 190 fr., soit (566 — 190 =) 376 fr., ainsi que nous le constatons dans l'arrêté royal de 1902 ; le même calcul peut se faire pour les pensions des sous-officiers (420 — 140 = 280 francs).

Lorsque le moment sera venu de modifier le taux des pensions militaires, il faudra modifier les deux tableaux simultanément, si l'on veut faire œuvre complète et bien coordonnée.

C'est pourquoi la section centrale n'a pas admis l'amendement suivant proposé par l'un de ses membres :

« *Article premier.* Par dérogation à l'article 1 de la loi du 24 mai 1838, » les militaires de rang inférieur du corps de la gendarmerie, qui sont âgés de » 55 ans accomplis, ont droit à une pension de retraite. Le maximum de la » pension afférente à leur grade est accordé à ceux qui comptent 35 années » de service.

» *Art. 2.* (Le texte proposé par le Gouvernement.) »

Elle ne peut que recommander ce texte à la bienveillance de l'honorable Ministre de la Guerre pour le moment où il présentera une réforme complète des pensions militaires.

Dans ces conditions, la section centrale a approuvé le projet de loi et le rapport, et vous en propose également l'adoption.

Le Rapporteur,

CHEV. DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

Le Président,

COOREMAN.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 DECEMBER 1908.

Wetsontwerp betreffende het pensioen der gendarmen en hebbende ten doel, tot de militairen van dit korps de gunst uit te strekken van artikel 100 (w), V, der wet van 21 Maart 1902 op de militie (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

MIJNE HEEREN,

Artikel 100 (w), V, der wet van 21 Maart 1902 op de militie luidt :

« De onderofficieren die ten minste twintig jaar werkelijken dienst bij het leger tellen en niet tot eene Staatsbediening konden toegelaten worden, genieten, te rekenen van den leeftijd van 40 jaar, zoo zij den dienst verlaten, een bij koninklijk besluit te bepalen jaarlijksch en levenslang pensioen.

» Zij die deze pensioenen genieten, blijven gedurende vijf jaar ter beschikking van den Minister van Oorlog voor de reserve en de hulpdiensten. »

Dit artikel verleende dus, in zake van pensioen, een nieuw voordeel aan de militairen van elk wapen.

Tot in 1860, genoten de gendarmen geen pensioen hoegenaamd, terwijl dit punt reeds sedert 1838 was geregeld voor de militairen die tot het leger behooren; het eenig artikel der wet van 4 Juli 1860 heeft die leemte aangevuld : met het oog op het pensioen worden, bij die wet, met den graad van sergeant gelijkgesteld de brigadiers en gendarmen; met den graad van adjudant, de onderofficieren van het korps.

Sedert dien tijd genieten dus de militairen van lageren rang bij het korps der gendarmerie de voordeelen der wet van 24 Mei 1838, die de militaire pensioenen regelt, en der latere wetten waarbij het bedrag van deze pensioenen wordt gewijzigd.

(1) Wetsontwerp, n^o 54 (zittingsjaar 1907-1908).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Cooreman, bestond uit de heren de Broqueville, Masson, Van Gleenputte, Pil. Claes, de Ghellinck d'Elsegheem.

Overigens, ziehier welke verhoogingen hun achtereenvolgens werden toegestaan :

	Militairen met den rang van adjutant onderofficier.	Andere militairen met den rang van onderofficier.
Wetten van 25 Mei 1838, 27 Mei 1840,		
28 Juli 1871	400 frank.	500 frank.
Wet van 14 Maart 1880	528 —	396 —
Wet van 30 Mei 1888	566 —	420 —

Met het oog op het pensioen, zijn de onderofficieren van het korps der gendarmerie gelijkgesteld met de adjudanten, de brigadiers en gendarmen met de onderofficieren. Doch, ten gevolge van het opnemen van artikel 100 (w) V in de wet van 1902, is dit geene volkomen gelijkstelling meer, vermits dit artikel niet van toepassing is op de gendarmerie.

Reeds in 1906 werd op die strijdigheid gewezen door een onzer medeleden, wijlen baron Leo de Béthune, die er een einde wilde aan stellen door het wetsvoorstel dat hij op 3 Mei van hetzelfde jaar indiende (n^o 177 van het zittingsjaar 1905-1906).

De Middenafdeeling, belast met het onderzoek van het wetsvoorstel, vereenigde zich in beginsel daarmede en gelastte haren verslaggever zich tot den Minister van Oorlog te wenden om te weten te komen « of hij, zooals hij het beloofde in den loop van het voorgaande zittingsjaar der Wetgevende Kamers, weldra een ontwerp tot nieuwe regeling van de militaire pensioenen denkt over te leggen en of, bij voorkomend geval, de bepaling ten voordeele van de gendarmen, in het besproken wetsvoorstel vervat en van een Kamerlid uitgaande, daarin is begrepen ».

De Minister van Oorlog, generaal Cousebant d'Alkemade, antwoordde, dat « de herziening van de militaire pensioenen, met inbegrip van het pensioen der gendarmen, grondig werd onderzocht en dat, ten gevolge daarvan, het Departement van Oorlog pas een ontwerp had klaargemaakt, dat den toestand in zijn geheel omvat en tot onderzoek aan het Departement van Financiën werd gezonden.

» De bepalingen van artikel 100 (w), V, der wet van 10 Maart 1902 op de militie, die het voorwerp uitmaken van het wetsvoorstel uitgaande van den heer Volksvertegenwoordiger baron de Béthune, worden daarin uitgestrekt tot de militairen van het gendarmerie-korps. »

Onder die omstandigheden verkoos de Middenafdeeling uiteen te gaan tot na het overleggen van het ontwerp waarbij eene volstrekte oplossing aan de zaak zou gegeven worden.

Het aanhangig ontwerp van den achtbaren heer Minister van Oorlog lost evenwel het vraagstuk niet volledig op; het beoogt enkel de gedeeltelijke oplossing van het bijzonder punt, opgeworpen door baron de Béthune : gelijkstelling van de militairen van lageren rang, behoorende tot het korps der gendarmerie, met onderofficieren des legers, na twintig jaren dienst. Doch, aangezien de gendarmen allen meer dan vijf en twintig jaar oud zijn wanneer zij bij het korps worden ingelijfd, zullen zeer weinige beant-

woorden aan de vereischten om op veertigjarigen leeftijd het pensioen aan te vragen en te verwerven; het eenige voordeel, hun door het ontwerp verstrekt, is dat zij, om pensioen te genieten, niet meer den leeftijd van 53 jaar moeten afwachten. Derhalve is het niet te duchten dat ten gevolge van deze nieuwe bepaling het korps der gendarmerie bestanddeelen zou verliezen, die er nog talrijke diensten zouden kunnen bewijzen, of de samenstelling daarvan zou verzwakken.

Volgens een anderen voorgestelden maatregel, zou het koninklijk besluit van 1 Juli 1902, waarbij wordt bepaald het bedrag van de pensioenen die aan de onderofficieren des legers kunnen verleend worden bij toepassing van artikel 100 (w) V der wet van 21 Maart 1902, terugwerkende kracht erlangen tot den datum van dat besluit.

Zoo doende, bestaat er volstrekte gelijkstelling; de militairen van het korps der gendarmerie zullen dan niet meer te klagen hebben over de verwaarloozing die hen trof toen de wet van 1902 werd aangenomen.

't Is bij Koninklijk besluit van 2 Juli 1902, dat werd bepaald het bedrag van de pensioenen, toegestaan krachtens de militaire wet van 1902.

Artikel 1 van dit besluit luidt als volgt :

« Het bedrag der pensioenen wegens dienstouderdom, krachtens gezegde wet van 21 Maart 1902 te verleen en aan de leden van het leger die, werkelijk of bij gelijkstelling, zijn bekleed met den graad van onder-officier, wordt berekend naar de volgende aanwijzingen :

	Militairen met den rang van adjutant onderofficier.	Andere militairen met den rang van onderofficier.
» Aanvankelijk bedrag na twintig jaren werkelijken dienst . . . fr.	576 »	280 »
» Verhooging voor elk der jaren werkelijken dienst, van het een-en- twintigste tot het negen-en-twin- tigste, met inbegrip van de dienstja- ren te velde fr.	49 »	14 »

Aan de tabel, bijlage der wet van 23 Mei 1888, ontleenen wij de artikelen betreffende de punten die ons aanbelangen :

Graad.	Pensioen wegens ouderdom.
Adjutant onderofficier : Klerk, conducteur der artillerie 1 ^e klasse, enz. fr.	566 »
Onderofficier : Ziekenoppasser-majoor, magazijnmees- ter, enz. fr.	420 »

Men ziet dus dat het koninklijk besluit van 1902 werd overeengebracht met de tabel der wet van 1888; trouwens, met 49 frank jaarlijksche verhooging trekt de gepensionneerde na 30 jaren dienst een pensioen van 566 frank

terwijl hij die pensioen erlangt na 20 jaren dienst, 190 frank minder trekt, hetzij $(566 - 190 =) 376$ frank, zooals wij afleiden uit het koninklijk besluit van 1892; dezelfde berekening kan gemaakt worden voor het pensioen der onderofficieren $(420 - 140 = 280)$ frank).

Wanneer men het bedrag der militaire pensioenen zal wijzigen, zal men de twee tabellen te gelijker tijd moeten wijzigen om een goed en wel geregeld werk tot stand te brengen.

Daarom ook kon bij de Middenafdeeling geen ingang vinden het onderstaande amendement, door een harer leden voorgesteld :

« *Artikel 1.* — In afwijking van artikel 1 der wet van 24 Mei 1838, hebben » de militairen van lageren rang bij het korps der gendarmerie, indien zij » den leeftijd van 55 jaar bereiken, recht op pensioen. Het maximumpensioen, toegekend aan hunnen graad, wordt verleend aan hen die 55 jaren » dienst tellen.

» *Art. 2.* — (De tekst door de Regeering voorgesteld.) »

De Middenafdeeling kan niet nalaten, dezen tekst aan te bevelen in de welwillendheid van den achtbaren Minister van Oorlog, tegen het oogenblik dat hij eene volstreckte herziening der militaire pensioenen zal voorstellen.

Onder deze omstandigheden hechtte de Middenafdeeling haar zegel aan het wetsvoorstel en aan het verslag; zij stelt u voor, het goed te keuren.

De Verslaggever,

Ridder **DR GHELLINCK D'ELSEGHEM.**

De Voorzitter,

COOREMAN.

